

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2500

15 septembre 2015

SOMMAIRE

AEREF IV Master S.à r.l.	119978	La Dame du Duché	119956
Aiqon Capital Holdings (Lux)	120000	Land Breeze II S.à r.l.	119956
Allgemeine Management Gesellschaft G.m.b.H.	120000	Larochette International S.A.	119954
Alpha Genesis Investment Fund	119987	LaSalle UK Ventures Property 10	119959
Anysoft	119954	Le Doublon Lux II S.à r.l.	119956
Apogon International S.A.	119954	Le Doublon Lux I S.à r.l.	119955
Archeide Discounted Receivables Opportuni- ties Fund	119954	Legend EE CS One S.à r.l.	119959
Archeide Lux	119954	Legend Western Europe (Luxembourg)	119958
Assura S.à r.l.	119962	Légère Hotel Luxembourg S.A.	119955
Auxi International S.à r.l.	119966	Leopard Germany Bero 1 S.à r.l.	119957
AV Investments S.à r.l.	119962	Logwin AG	119957
Bank of China Limited, succursale de Luxem- bourg	119962	Lux Direct PDI S.à r.l.	119957
Black & Decker Luxembourg Finance	120000	Luxembourg Central Station Centre	119956
Bleone SA	120000	Luxor Real Estate S.C.I.	119964
Bond House S.A.	119963	LuxTroll S.à r.l.	119958
Burdaras Luxembourg Holding S.à r.l.	119962	Makena Capital Luxco B	119959
FSS - Financial Services Solutions S.à r.l.	119975	Maneq Investments Luxembourg	119960
Jonamy S.A.	119962	Medtronic Luxembourg Investments S.à r.l.	119961
Kadesh Participations S.à r.l.	119963	Meridian Group Investments S.à r.l.	119960
Katoen Natie Group S.A.	119959	Metty Weyrich & Fils S.à r.l.	119961
Kayalux S.A., SPF	119955	Monterey Capital II Sarl	119960
Krap Nus S.A.	119955	Morgan Stanley Carme Luxembourg S.à r.l.	119960
KSAC Europe Investments	119958	Parfinance S.C.A. - SPF	119961
		Valorem Investissements S.A.	119961

Anysoft, Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmett.
R.C.S. Luxembourg B 184.549.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015125873/10.

(150137865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Apogon International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 113.286.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015125874/10.

(150137443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Archeide Discounted Receivables Opportunities Fund, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 167.234.

The annual accounts as at 31 December 2014 and its notes are deposit at the trade register of Luxembourg

Suit la traduction française de ce qui précède:

Le bilan au 31 décembre 2014 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015125879/11.

(150138001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Archeide Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 166.767.

The annual accounts as at 31 December 2014 and its notes are deposit at the trade register of Luxembourg

Suit la traduction française de ce qui précède:

Le bilan au 31 décembre 2014 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015125880/11.

(150138002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Larochette International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 150.413.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Larochette International S.A.

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015126396/12.

(150137777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Lègère Hotel Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 11, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 48.884.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126385/9.

(150138639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Krap Nus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 98.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126380/9.

(150137982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Le Doublon Lux I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 30, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 117.962.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II, 38

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015126399/13.

(150137684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Kayalux S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 42.877.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire à Luxembourg en date du 14 juillet 2015 à 10h00

Après délibération, l'Assemblée, à l'unanimité, a décidé:

- D'accepter la démission de Monsieur Stéphane BIVER de son mandat d'administrateur de la Société.
- De nommer en remplacement de l'administrateur démissionnaire Monsieur Alain NOULLET, né à Berchem-Sainte-Agathe (Belgique), le 2 novembre 1960, demeurant professionnellement à L - 2330 Luxembourg, Boulevard de la Pétrusse, 128.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2017.

- De prendre note du changement d'adresse de Monsieur Clive GODFREY, administrateur, son adresse actuelle étant: L - 1720 Luxembourg, rue Heinrich Heine, 8.
- De prendre note du changement d'adresse de DATA GRAPHIC S.A., Commissaire aux Comptes, son adresse actuelle étant: L - 1720 Luxembourg, rue Heinrich Heine, 8.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015126375/23.

(150138725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Land Breeze II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 148.836.

Les comptes annuels de la société Land Breeze II S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126394/10.

(150138418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Le Doublon Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 30, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 117.961.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II, 38

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015126400/13.

(150137683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

La Dame du Duché, Société Anonyme.

Siège social: L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefevre.

R.C.S. Luxembourg B 145.689.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 23 mars 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°899 du 28 avril 2009.

Les comptes annuels de la Société au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**L'Administrateur Unique*

Référence de publication: 2015126387/15.

(150138142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Luxembourg Central Station Centre, Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 173.943.

EXTRAIT

Les associés ont décidé lors de l'assemblée générale ordinaire en date du 27 juillet 2015:

- de nommer la personne suivante en tant que commissaire aux comptes de la Société pour une durée ne pouvant excéder six ans:

* Erik Jan de Boer, avec adresse au Bronsteeweg 21, 2101 AA Heemstede, the Netherlands

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015126421/16.

(150137490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Leopard Germany Bero 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 161.277.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

M. Robert Kimmels

Gérant

Référence de publication: 2015126404/13.

(150138161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Logwin AG, Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An den Längten.

R.C.S. Luxembourg B 40.890.

AUSZUG

Die Liste der Bevollmächtigten der Gesellschaft vom 10. Juli 2015 wurde beim Luxemburger Registre de Commerce et des Sociétés hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 27. Juli 2015.

Für die Gesellschaft

Unterschrift

Référence de publication: 2015126411/14.

(150138401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Lux Direct PDI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 281.050,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.677.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique, QS PDI S.C.A. SICAR, de la Société, tenue au siège social de la Société en date du 27 juillet 2015.

Il résulte de la réunion du 27 juillet 2015 de l'associé unique de la Société que:

- la démission de Monsieur Michel Abouchalache pris en sa qualité de gérant de la Société a été constatée avec effet au 23 juillet 2014;

- la nomination de Monsieur Christian Baillet en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet le 27 juillet 2015, née le 3 juillet 1950 à Versailles (France) dont l'adresse professionnelle est la suivante: 243, Boulevard Saint Germain, F-75007 Paris, France;

- la nomination de Monsieur Jean-François Le Ruyet en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet le 27 juillet 2015, née le 26 septembre 1967 à Lorient (France) dont l'adresse professionnelle est la suivante: 243, Boulevard Saint Germain, F-75007 Paris, France

- la nomination de Monsieur Johann Dumas en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet le 27 juillet 2015, née le 21 novembre 1979 à Annecy (France) dont l'adresse professionnelle est la suivante: 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

- la nomination de Monsieur Kaloyan KOSTOV en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet le 27 juillet 2015, née le 1^{er} juillet 1983 à Burgas (Bulgarie) dont l'adresse professionnelle est la suivante: 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015126415/27.

(150138485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

KSAC Europe Investments, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 151.623.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015126381/10.

(150138602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

LuxTroll S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6830 Berbourg, 18, Am Wangert.

R.C.S. Luxembourg B 168.109.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015126426/11.

(150137909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Legend Western Europe (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 580.000,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 81.833.

Extrait des Résolutions prises par les associés de la société le 30 juin 2015

Les Associés de la Société, étant

Legend Western Europe (Spain) Limited Partnership, un limited partnership, constitué et existant conformément aux lois de l'état du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social est sis 2711 Centerville Road 19808, DE Wilmington, U.S.A., Legend Western Europe (Italy) Limited Partnership, un limited partnership, constitué et existant conformément aux lois de l'état du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social est sis 2711 Centerville Road 19808, DE Wilmington, U.S.A., Legend Western Europe (Retail) Limited Partnership, un limited partnership, constitué et existant conformément aux lois de l'état du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social est sis 2711 Centerville Road 19808, DE Wilmington, U.S.A. et Legend Eastern Europe (Hungary) Limited Partnership, un limited partnership, constitué et existant conformément aux lois de l'état du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social est sis 2711 Centerville Road 19808, DE Wilmington, U.S.A., (les «Associés») ont décidé d'accepter les démissions respectives de Monsieur Bernt Killingstad et de Monsieur Christopher Stephenson, tous deux en tant que gérants B de la Société, et ce à compter du 30 Juin 2015.

Par ailleurs, les Associés décident de nommer Madame Bouchra AKHERTOUS, domiciliée professionnellement au 12, rue Guillaume Schneider à L-2522 Luxembourg, née le 8 Octobre 1974 à Mont Saint Martin (France), et Madame Evgeniya KLIMCHUK, domiciliée professionnellement au 52/3 Kosmodamianskaya nab. 9 floor, Moscou, Russie, née le 11 Octobre 1965 à Mockba (Russie), toutes deux en tant que gérants B de la Société, et ce à compter du 1^{er} Juillet 2015.

Par conséquent, les gérants de la Société au 1^{er} Juillet 2015 sont les suivants:

Gérant A:

- Christophe Gammal

- Yeliz Bozkir

Gérants B:

- Bouchra Akhertous

- Evgeniya Klimchuk

- Andrew McKelvie

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126402/33.

(150138723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

LaSalle UK Ventures Property 10, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 136.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126397/9.

(150138367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Katoen Natie Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 110.988.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014, le rapport consolidé de gestion et le rapport du réviseur d'entreprises agréé ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126373/10.

(150138310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Makena Capital Luxco B, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 140.814.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Makena Capital Luxco B

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015126506/11.

(150137898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Legend EE CS One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 129.429.

Extrait des Résolutions prises par l'associé unique de la société le 30 juin 2015

L'Associé unique de la Société, Legend Eastern Europe (Slovakia & Czech Republic) II Limited Partnership, un limited partnership, constitué et existant conformément aux lois de l'état du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social est sis 2711 Centerville Road 19808, DE Wilmington, U.S.A. (l'«Associé unique») a décidé d'accepter la démission de Monsieur Bernt Killingstad, en tant que gérant B de la Société, et ce à compter du 30 Juin 2015.

Par ailleurs, l'Associé unique décide de nommer Madame Bouchra AKHERTOUS, domiciliée professionnellement au 12, rue Guillaume Schneider à L-2522 Luxembourg, née le 8 Octobre 1974 à Mont Saint Martin (France), en tant que gérant B de la Société, et ce à compter du 1^{er} Juillet 2015.

Par conséquent, les gérants de la Société au 1^{er} Juillet 2015 sont les suivants:

Gérant A:

- Christophe Gammal

Gérants B:

- Bouchra Akhertous

- Andrew McKelvie

- Steve Tichy

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126401/24.

(150138711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Meridian Group Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 17.491,98.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 175.116.

Les comptes annuels consolidés au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126523/9.

(150138689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Maneq Investments Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 55.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 178.482.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015126507/10.

(150138610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Morgan Stanley Carme Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 135.869.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société MORGAN STANLEY CARME LUXEMBOURG S.à r.l.

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015126531/11.

(150138433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Monterey Capital II Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.824.225,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 90.247.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les associés de la Société le 27 juillet 2015 que:

- Madame Clarissa Beresford a démissionné de son mandat de gérant avec effet immédiat;

- Monsieur Patrick Finan, né le 10 novembre 1982 à Antrim, Irlande, résidant professionnellement au 2 More, London Riverside, Londres SE1 2AP, Royaume-Uni, a été nommé en remplacement de Madame Clarissa Beresford, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais des gérants suivants:

1. Mr. Dominic Spiri, gérant;
2. Mr. Patrick Finan, gérant;
3. Mr. Gérard Maîtrejean, gérant;
4. Mr. Stéphane Hadet, gérant; et
5. Mr. Frédéric Feyten, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015126527/23.

(150138304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Metty Weyrich & Fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9416 Vianden, 6, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 102.060.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015126524/10.

(150137602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Parfinance S.C.A. - SPF, Société en Commandite par Actions - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 16.425.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

P our PARFINANCE S.C.A.-SPF

Société en commandite par actions de gestion de patrimoine familial

Signature

Référence de publication: 2015126659/13.

(150137770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Medtronic Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 191.211.

Extrait de la résolution des gérants de la Société en date du 7 juillet 2015

En date du 7 juillet 2015, les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège de la Société à l'adresse suivante: 3b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, G.D. de Luxembourg avec effet au 1^{er} juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Medtronic Luxembourg Investments S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015126520/15.

(150138467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Valorem Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 8-10, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 90.422.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui a eu lieu le 13 juillet 2015

L'assemblée décide à l'unanimité des voix la reconduction des mandats de Mme Julia Felicia Boutonnet, M. Robert Boutonnet, M. Bernard Balestier et M. Pierre Delandmeter en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

L'assemblée renouvelle le mandat de la Fiduciaire Vincent La Mendola, 4, place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg en qualité de Commissaire aux comptes jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Luxembourg, le 14 juillet 2015.

*P our VALOREM INVESTISSEMENTS S.A.**Un mandataire*

Référence de publication: 2015126898/16.

(150138541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Bank of China Limited, succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1724 Luxembourg, 37-39, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 16.755.

Les comptes annuels de la société mère au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015125893/10.

(150138090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Assura S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4025 Esch-sur-Alzette, 94, rue de Belvaux.
R.C.S. Luxembourg B 75.395.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg 126.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015125887/10.

(150138184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

AV Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 184.277.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AV Investments S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015125892/11.

(150138362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Burdaras Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 108.658.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Pour Burdaras Luxembourg Holding S.à r.l.

Référence de publication: 2015125908/11.

(150138662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Jonamy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 72, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 76.789.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 2 juillet 2015, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, 6^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu Madame le Juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour insuffisance d'actifs les opérations de liquidation de la société suivante:

JONAMY S.A.

Référence de publication: 2015126362/12.

(150137668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Bond House S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 179.497.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 24 juillet 2015

En date du 24 juillet 2015, l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la Société a pris les résolutions suivantes:

- GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social à 89A, Pafebruch, L-8308 Capellen et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 43.298 a été nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé pour la révision des comptes annuels de la Société de l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Senningerberg, le 27 juillet 2015.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015127084/16.

(150136657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Kadesh Participations S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 96.607.

CLOSURE OF LIQUIDATION

L'an deux mille quinze, le dix juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée KADESH PARTICIPATIONS S.à.r.l., avec siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 96.607,

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 juin 2003, publié au Mémorial C numéro 1250 du 26 novembre 2003.

La société a été mise en liquidation aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 juin 2015, en voie de publication au Mémorial C.

La séance est ouverte sous la présidence de Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Solange Wolter, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (€ 25,-) chacune, représentant l'intégralité du capital de douze mille cinq cents euros (€ 12.500,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2. Que l'assemblée générale extraordinaire du 7 juillet 2015, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé commissaire à la liquidation:

La société EURAUDIT S.à.r.l., avec siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 42.889 et a fixé à ces jour, heure et lieu la présente assemblée.

3. Monsieur le président expose que l'ordre du jour est le suivant:

- 1) Rapport du Commissaire-vérificateur,
- 2) Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation,
- 3) Clôture de la liquidation,
- 4) Désignation de l'endroit où seront déposés les livres et documents sociaux.
- 5) Divers

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

I. Rapport du commissaire à la liquidation

L'assemblée prend connaissance du rapport du commissaire à la liquidation.

Lecture est donnée du rapport du commissaire-vérificateur.

Ce rapport conclut à l'adoption des comptes de liquidation et restera annexé aux présentes.

Deuxième résolution

II. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à la société FIDESCO S.A., établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 68.578, de sa gestion de liquidateur de la société ainsi qu'au commissaire à la liquidation, la société EURAUDIT S.à.r.l., préqualifiée.

Troisième résolution

III. Clôture de liquidation

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société à responsabilité limitée KADESH PARTICIPATIONS S.à.r.l. ayant son siège social à Luxembourg, a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq (5) ans à l'adresse du siège de la société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22192. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Référence de publication: 2015126370/67.

(150138866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Luxor Real Estate S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg E 5.695.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze,

le huit juillet

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

ont comparu:

1.- «LUXOR AUDIT S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 2, rue Marie Curie L-8049 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68.256,

représentée aux fins des présentes par:

Monsieur Olivier KUCHLY, expert-comptable, demeurant professionnellement au 2, rue Marie Curie L-8049 Strassen, agissant en sa qualité de gérant unique de la prédite société comparante avec pouvoir de seul signature, et

2.- «LUXOR MANAGEMENT S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 2, rue Marie Curie L-8049 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg,

représentée aux fins des présentes par:

Monsieur Olivier KUCHLY, prénommé,

agissant de même en sa qualité de gérant unique de la prédite société comparante avec pouvoir de seul signature.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme il est dit ci-avant, ont déclaré avoir convenu de constituer une société civile immobilière dont ils vont établir les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre les comparants, une société civile immobilière (la «Société») qui existera entre les propriétaires actuels et futurs des parts d'intérêt ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement.

Cette Société sera régie par les présents statuts, ainsi que par les lois luxembourgeoises applicables et notamment par les articles 1832 à 1872 du Code civil.

Art. 2. La Société a pour objet, dans la limite d'opérations à caractère strictement civil, et à l'exclusion de toutes opérations à caractère commercial: l'acquisition, la vente la mise en valeur, la mise en location et la gestion d'un ou de plusieurs immeubles ou parts d'immeubles tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger et la mise à disposition gratuite aux associés.

La Société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet, de nature à en faciliter la réalisation, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

Art. 3. La Société prend la dénomination suivante: «Luxor Real Estate S.C.I.», société civile immobilière.

La dénomination sociale doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Art. 4. Le siège de la Société est fixé au 2, rue Marie Curie L-8049 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision des associés réunis en assemblée générale.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée illimitée, prenant cours ce jour. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant à une majorité de deux tiers (2/3) des parts d'intérêt. La dissolution de la Société n'est pas entraînée de plein droit par le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé, ni par la cessation des fonctions ou la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

Art. 6. Le capital social est fixé à MILLE EUROS (1'000.- EUR) divisé en cent (100) parts d'intérêt ayant chacune une valeur nominale de DIX EUROS (10.- EUR).

Les parts d'intérêt ont été souscrites par les associés comme suit:

1.- Luxor Audit S.à r.l., prénommée, une part d'intérêt	1
2.- Luxor Management S.à r.l., prénommée, Quatre-vingt-dix-neuf parts d'intérêt	99
TOTAL: cent parts d'intérêt	100

Toutes les parts d'intérêt sont entièrement libérées par des versements en numéraire dans la caisse de la Société, de sorte que la somme de MILLE EUROS (1'000.- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société, ce qui est reconnu par les associés qui se donnent mutuellement décharge.

Art. 7. Les parts d'intérêt ne sont représentées par aucun titre. Elles ne sont pas négociables.

Chaque année, l'assemblée des associés fixe la valeur d'une part d'intérêt.

Art. 8. La cession de parts d'intérêt doit être constatée par un acte authentique ou sous seing privé. Pour être opposable à la Société, la cession doit, conformément à l'article 1690 du Code civil, lui être notifiée par un acte authentique ou un acte sous seing privé ou être acceptée par la gérance dans un tel acte. Pour être opposable aux tiers, la cession doit faire l'objet d'une publicité au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Les parts d'intérêt ne peuvent être cédées entre vifs, même entre associés, qu'avec l'agrément unanime de tous les associés. Cet agrément s'impose quelles que soient la cause et la nature de la mutation, à titre onéreux ou à titre gratuit.

A cet effet, l'associé désirant céder tout ou partie de ses parts d'intérêt, notifiera le projet de cession à chacun de ses coassociés et à la société elle-même, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception. Cette lettre contiendra toutes les données de l'opération. A partir de la date de la réception du projet de cession, les coassociés disposent d'un délai de trente jours calendrier pour prendre position. L'absence de réponse affirmative unanime dans ledit délai équivaut à un refus d'agrément.

Chaque fois qu'il y a refus d'agrément, les parts d'intérêts en instance de mutation seront reprises par les autres associés, proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent, au prix calculé en application de la valeur dont question à l'article sept (7) ci-dessus.

Pour le calcul de nombre des parts à reprendre par chaque associé, les parts en instance de mutation ne sont pas prises en considération.

Dans le cas où un associé veut céder tout ou partie de ses parts d'intérêt et qu'il y a refus d'agrément, il lui est loisible de renoncer à son projet de cession et de rester comme associé dans la Société.

En cas de décès d'un associé, la Société n'est pas dissoute par le fait du décès, mais continue avec les héritiers ou légataires de l'associé décédé.

Art. 9. La Société est gérée et administrée par Monsieur Olivier Kuchly, expert-comptable, né le 11 janvier 1976 à Phalsbourg, demeurant professionnellement au 2, rue Marie Curie L-8049 Strassen.

Le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et l'engager valablement par sa seule signature.

Le mandat du gérant est fixé pour une durée illimitée.

Art. 10. Chaque année au 31 décembre, il est dressé un inventaire de l'actif et du passif de la Société. Cet inventaire sera signé par tous les associés.

Les bénéfices nets constatés par cet inventaire seront partagés entre les associés. Proportionnellement à leur participation dans le capital social, les pertes, s'il en existe, seront supportées par eux dans les mêmes proportions.

Art. 11. Chaque associé a le droit de concourir aux décisions collectives, lesquelles, y compris celles sur les modifications statutaires, seront prises à une majorité de deux tiers (2/3) des parts d'intérêt.

Art. 12. L'assemblée des associés se réunira aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur convocation d'un ou de plusieurs associés, mais au moins une fois par an.

Art. 13. En cas de dissolution de la Société, sa liquidation sera faite par les associés conjointement.

Art. 14. Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés relativement aux affaires de la société seront soumises obligatoirement à deux arbitres, chacune des parties en nommant un.

En cas de désaccord les deux premiers arbitres désigneront d'un commun accord un troisième arbitre et les décisions seront prises à la majorité.

La décision majoritaire des arbitres sera obligatoire et sans recours.

A défaut de nomination par l'une des parties d'un arbitre endéans la huitaine suivant invitation lui adressée par lettre recommandée, la partie la plus diligente saisira le Président du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière de référé, qui nommera un arbitre.

Frais

Le montant des frais, rémunération et charges incombant à la Société en raison des présentes est estimé sans nul préjudice à la somme de six cents euros.

Dont acte, passé à Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant des parties comparantes prémentionnées, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ce dernier a signé avec Nous notaire instrumentant le présent acte.

Signé: O. KUCHLY, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 13 juillet 2015. Relation: EAC/2015/16415. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015126425/111.

(150138165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Auxi International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 197.962.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-second day of July,

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "Auxi International S.à r.l." having its registered office at 1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange, incorporated pursuant a deed of the undersigned notary, on June 24th, 2015, not yet published, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 197.962 and which has been amended for the last time by deed of the undersigned notary enacted on July 16, 2015, not yet published (the "Company").

The meeting is opened at 9:00 a.m., with Mrs. Catherine DESSOY, "avocat à la Cour", with professional address at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Véronique PETIT, private employee, with professional address at L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

The chairman requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the corporation, are represented and all the shareholders represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive the notices requirements.

III. The present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Decision to create 5 (five) classes of redeemable shares being Class A Preferred Shares, Class B Preferred Shares, Class C Preferred Shares, Class D Preferred Shares and Class E Preferred Shares, all with a par value of 1.- EUR (one euro);

2. Decision to convert the 12,500 (twelve thousand five hundred) currently existing shares into 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary shares;

3. Decision to increase the share capital by an amount of 110,000.- EUR (one hundred ten thousand euros) so as to raise it from its current amount of 12,500.- EUR (twelve thousand five hundred euros) up to 122,500.-EUR (one hundred twenty-two thousand five hundred euros) by the issuance of 110,000 (one hundred ten thousand) new shares of classes A to E, having a par value of 1.-EUR (one euro) each, by contribution in cash and payment of a share premium of 978,000.-EUR (nine hundred seventy-eight thousand euros). Subscription and payment of the new shares and the share premium;

4. Subsequent amendment and restatement of article 8 of the articles of association.

After deliberation, the meeting unanimously resolved to adopt the following resolutions:

First resolution:

The shareholders unanimously decide to create 5 (five) classes of redeemable shares being Class A Preferred Shares, Class B Preferred Shares, Class C Preferred Shares, Class D Preferred Shares and Class E Preferred Shares, all with a par value of 1.- EUR (one euro).

Second resolution:

The shareholders unanimously decide to convert the 12,500 (twelve thousand five hundred) currently existing shares into 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary Shares.

Third resolution:

The shareholders unanimously decide to increase the share capital of the Company by an amount of 110,000.-EUR (one hundred ten thousand euros) so as to raise it from its current amount of 12,500.- EUR (twelve thousand five hundred euros) up to 122,500.- EUR (one hundred twenty-two thousand five hundred euros) by the issuance of 110,000 (one hundred ten thousand) new shares of classes A to E, as follows:

- 22,000 redeemable Class A Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;

- 22,000 redeemable Class B Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;

- 22,000 redeemable Class C Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro), to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;

- 22,000 redeemable Class D Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;

- 22,000 redeemable Class E Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash

to be issued with a share premium of an aggregate amount of 978,000.-EUR (nine hundred seventy-eight thousand euros).

Two of the existing shareholders:

1. IK Small Cap Fund I No.2 SCSp

2. IK Small Cap Fund I No.3 SCSp

declare to subscribe 110,000 new shares as follows:

Shareholders	Class A Preferred Shares	Class B Preferred Shares	Class C Preferred Shares	Class D Preferred Shares	Class E Preferred Shares	TOTAL
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16,455	16,455	16,455	16,455	16,455	82,275
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,545	5,545	5,545	5,545	5,545	27,725
TOTAL	22,000	22,000	22,000	22,000	22,000	110,000

Intervention - Subscription - Payment

Therefore have intervened IK Small Cap Fund I No.2 SCSp and IK Small Cap Fund I No.3 SCSp here represented by Mrs. Catherine DESSOY, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, who declared, in its here above capacity, to subscribe to the new shares and to have them fully paid up by payment in cash, it being stated that IK Small Cap Fund I No.1 SCSp and IK Small Cap Fund I No.4 SCSp hereby declared to waive any preferential subscription right in relation with the subscription of the new shares of classes A to E, as follows:

Class A Preferred Shares:		
Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16,455	16,455
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,545	5,545
TOTAL	22,000	22,000
Class B Preferred Shares:		
Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16,455	16,455
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,545	5,545
TOTAL	22,000	22,000
Class C Preferred Shares:		
Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16,455	16,455
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,545	5,545
TOTAL	22,000	22,000
Class D Preferred Shares:		
Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16,455	16,455
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,545	5,545
TOTAL	22,000	22,000
Class E Preferred Shares :		
Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16,455	16,455
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	5,545	5,545
TOTAL	22,000	22,000

All of these shares have been fully paid up with a share premium of an aggregate amount of 978,000.-EUR (nine hundred seventy-eight thousand euros), as follows:

Shareholders	Share premium
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	€ 731,485.00
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	€ 246,515.00
TOTAL	€ 978,000.00

so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of 110,000.-EUR (one hundred ten thousand euros) plus a share premium of 978,000.-EUR (nine hundred seventy-eight thousand euros) as was certified to the undersigned notary.

Fourth resolution:

Subsequently to these resolutions, the meeting decides to amend and to restate article 8 of the articles of association in order to give it the following content:

“ **Art. 8.**

8.1. The Company's corporate capital is fixed at 122,500.-EUR (one hundred twenty-two thousand five hundred euros) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary shares (the «Ordinary Shares»), 22,000 (twenty-two thou-

sand) redeemable class A preferred shares (the «Class A Preferred Shares»), 22,000 (twenty-two thousand) redeemable class B preferred shares (the «Class B Preferred Shares»), 22,000 (twenty-two thousand) redeemable class C preferred shares (the «Class C Preferred Shares»), 22,000 (twenty-two thousand) redeemable class D preferred shares (the «Class D Preferred Shares») and 22,000 (twenty-two thousand) redeemable class E preferred shares (the «Class E Preferred Shares») representing a total of 122,500 (one hundred twenty-two thousand five hundred) shares of a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, all fully subscribed and entirely paid up.

The Ordinary Shares and the Preferred Shares are hereafter together referred to as a «share» or the «shares».

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company («société unipersonnelle») in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

8.2. Repurchase.

8.2.1 - The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares provided that such cancellation relates to the whole of one or more classes of Preferred Shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class E Preferred Shares).

8.2.2 - In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more classes of Preferred Shares, the holders of Shares of the repurchased and cancelled class(es) of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each Share of the relevant class(es) held by them and cancelled.

8.2.3 - Each class of Preferred Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class, in case of redemption of such class, to the Available Amount.

8.2.4 - In the case of redemption of a Class of Preferred Shares, the holders of such class of Preferred Shares shall receive the Cancellation Value per Share.

8.3. Dividends.

The holders of each Class of Preferred Shares shall be entitled, during the existence of the relevant Class of shares, to receive a fixed annual cumulative preferential dividend, which will only be payable at the redemption and cancellation of the relevant Class of shares or upon liquidation of the Company, as follows:

Class A Preferred Shares: zero point ten per cent (0.10%) of the par value of the Class A Preferred Shares held by them;

Class B Preferred Shares: zero point fifteen per cent (0.15%) of the par value of the Class B Preferred Shares held by them;

Class C Preferred Shares: zero point twenty per cent (0.20%) of the par value of the Class C Preferred Shares held by them;

Class D Preferred Shares: zero point twenty-five per cent (0.25%) of the par value of the Class d Preferred Shares held by them;

Class E Preferred Shares: the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding class of shares (by alphabetical order, e.g. Class E Preferred Shares) have been cancelled following its redemption or otherwise at the time of distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of shares in the reverse alphabetical order (e.g. initially Class D Preferred Shares).

8.4 - Share premium.

Any available share premium shall be distributable to the shareholders proportionately to their holding of Shares.

8.5- Modification of share capital.

The corporate capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 15 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

8.6- Transfer, Acquisition and Subscription to Shares.

Any transferee of, new subscriber to, acquirer or otherwise a shareholder of the Company's Shares must at all times acquire, subscribe to or otherwise hold shares in all of the Company's classes of Shares without exception. Therefore, no transferee, new subscriber, acquirer or otherwise shareholder may at any time hold Shares in one or more of the Company's classes of Shares without holding the same proportion of Shares in all other existing classes of the Company's Shares.

Subject to the provisions set forth in article 189 of the Law and the terms of any shareholders' agreement that may be in force among the Company's shareholders from time to time,

(i) Shares may be freely transferred between shareholders;

(ii) Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general shareholders' meeting, provided that, in each case, each shareholder must, following any such transfer, hold the same proportion of shares in each of the classes of Shares held. For

the avoidance of doubt, a sale of Shares by a shareholder of one class of Shares triggers a sale of Shares, in the same proportion, of any other class of Shares held.

8.7- Voting rights - Distributions.

Each Share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Save as provided in the present article 8,

i. The Ordinary Shares shall be entitled to an exclusive cumulative dividend amounting to zero point zero one percent (0.01%) of the net annual profit of the company (the “Ordinary Dividend”).

ii. Each of the Class A Preferred Shares, the Class B Preferred Shares, the Class C Preferred Shares, the Class D Preferred Shares and the Class E Preferred Shares, shall be entitled to share on a pro-rata basis any residual profits remaining in the Company after the payment or provisioning of the Ordinary Dividend.

8.8 - Indivisibility of Shares.

Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

8.9 - Definitions.

Available Amount: means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles of Association, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles of Association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium reserve)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles of Association.

Available Amount per Share: means in respect of a Class of Shares, the Available Amount divided by the number of Preferred Shares in issue in the class to be repurchased and cancelled.

Cancellation Value Per Share: shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the Class of Shares to be repurchased and cancelled by the number of Shares in issue in such Class of Shares.

Interim Accounts: means the interim accounts of the Company as at the relevant interim Account Date.

Interim Account Date: means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Preferred Shares
Total Cancellation Amount: means the amount determined by the Board of Managers taking and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The

Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the General Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

8.10. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is further authorised and empowered to issue convertible bonds or not, or assimilated instruments or bonds with subscription rights or to issue any debt financial instruments convertible or not, into shares under the conditions to be set by the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, provided however that, in case of convertible bonds or assimilated instruments, these bonds or instruments are not to be issued to the public and that upon conversion, article 189 of the Law will be complied with. The aforementioned instruments may however only be issued to shareholders proportionately to their holding of Shares immediately prior to such issuance.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately two thousand five hundred euros (EUR 2,500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned at 09:30 a.m.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing person, the mandatory signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-deux juillet,

Par devant Maître Danielle KOLBACH notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, sous-signée.

Se réunit

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «Auxi International S.à r.l.» ayant son siège social à L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, constituée suivant acte reçu le 24 juin 2015, non encore publié, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197.962 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 16 juillet 2015, non encore publié (la «Société»).

L'assemblée est ouverte à 9.00 heures et présidée par Maître Catherine DESSOY, Avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Véronique PETIT, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II. Il appert de la liste de présence que toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée et que tous les associés représentés reconnaissent avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant la présente assemblée; il a pu donc être fait abstraction des convocations d'usage.

III. La présente assemblée est dûment constituée et peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Décision de créer 5 (cinq) classes de parts sociales rachetables à savoir les Parts sociales privilégiées de Classe A, les Parts sociales privilégiées de Classe B, les Parts sociales privilégiées de Classe C, les Parts sociales privilégiées de Classe D et les Parts sociales privilégiées de Classe E, toutes ayant une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune;

2. Décision de convertir les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales existantes en 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires;

3. Décision d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 110.000,-EUR (cent dix mille euros) pour le porter de son montant actuel de 12.500,-EUR (douze mille cinq cents euros) à 122.500,-EUR (cent vingt-deux mille cinq cents euros) par l'émission de 110.000 (cent dix mille) nouvelles parts sociales de classes A à E, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire et paiement d'une prime d'émission de 978.000,- EUR (neuf cent soixante-dix-huit mille euros). - Souscription et paiement des nouvelles parts sociales et de la prime d'émission;

4. Modification subséquente et refonte complète de l'article 8 des statuts.

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les associés décident à l'unanimité de créer 5 (cinq) classes de parts sociales rachetables à savoir les Parts sociales privilégiées de Classe A, les Parts sociales privilégiées de Classe B, les Parts sociales privilégiées de Classe C, les Parts sociales privilégiées de Classe D et les Parts sociales privilégiées de Classe E, toutes ayant une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune.

Deuxième résolution:

Les associés décident à l'unanimité de convertir les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales existantes en 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires.

Troisième résolution:

Les associés décident à l'unanimité d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 110.000,-EUR (cent dix mille euros) pour le porter de son montant actuel de 12.500,-EUR (douze mille cinq cents euros) à 122.500,-EUR (cent vingt-deux mille cinq cents euros) par l'émission de 110.000 (cent dix mille) nouvelles parts sociales de classes A à E, comme suit:

- 22.000 Parts sociales privilégiées de Classe A, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;

- 22.000 Parts sociales privilégiées de Classe B, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;

- 22.000 Parts sociales privilégiées de Classe C, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;

- 22.000 Parts sociales privilégiées de Classe D, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;

- 22.000 Parts sociales privilégiées de Classe E, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire

à émettre avec une prime d'émission d'un montant global de 978.000,- EUR (neuf cent soixante-dix-huit mille euros).

Deux associés existants:

1. IK Small Cap Fund I No.2 SCSp

2. IK Small Cap Fund I No.3 SCSp

déclarent souscrire 100.000 nouvelles parts sociales comme suit:

Associés	Parts sociales privilégiées de Classe A	Parts sociales privilégiées de Classe B	Parts sociales privilégiées de Classe C	Parts sociales privilégiées de Classe D	Parts sociales privilégiées de Classe E	TOTAL
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16.455	16.455	16.455	16.455	16.455	82.275
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.545	5.545	5.545	5.545	5.545	27.725
TOTAL	22.000	22.000	22.000	22.000	22.000	110.000

Intervention - Souscription - Paiement

IK Small Cap Fund I No.2 SCSp et IK Small Cap Fund I No.3 SCSp, ici représentées par Catherine DESSOY, pré-nommée, en vertu de procurations sous-seing privé, ont déclaré souscrire, ès qualités, les nouvelles parts sociales émises, qui sont libérées intégralement en numéraire et payées, étant acté que IK Small Cap Fund I No.1 SCSp et IK Small Cap Fund I No.4 SCSp ont déclaré renoncé à leur droit préférentiel de souscription relatif aux nouvelles parts sociales de classes A à E, comme suit:

Parts sociales privilégiées de Classe A:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16.455	16.455
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.545	5.545
TOTAL	22.000	22.000

Parts sociales privilégiées de Classe B:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16.455	16.455
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.545	5.545
TOTAL	22.000	22.000

Parts sociales privilégiées de Classe C:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16.455	16.455
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.545	5.545
TOTAL	22.000	22.000

Parts sociales privilégiées de Classe D:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16.455	16.455
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.545	5.545
TOTAL	22.000	22.000

Parts sociales privilégiées de Classe E:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	16.455	16.455
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.545	5.545
TOTAL	22.000	22.000

Toutes ces parts sociales ont été intégralement libérées avec une prime d'émission d'un montant global de 888.960,- EUR (huit cent quatre-vingt-huit mille neuf cent soixante euros), comme suit:

Associés	Prime d'émission
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	€ 731.485,00
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	€ 246.515,00
TOTAL	€ 978.000,00

de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de 110.000,-EUR (cent dix mille euros) plus 978.000,- EUR (neuf cent soixante-dix-huit mille euros) à titre de prime d'émission, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Quatrième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 8 des statuts et de procéder à une refonte complète de ce dernier afin de lui donner la teneur suivante:

« Art. 8.

8.1.- Le capital social de la Société est fixé à 122.500,-EUR (cent vingt-deux mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), 22.000 (vingt-deux mille) parts sociales privilégiées de Classe A (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe A»), 22.000 (vingt-deux mille) parts sociales privilégiées de Classe B (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe B»), 22.000 (vingt-deux mille) parts sociales privilégiées de Classe C (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe C»), 22.000 (vingt-deux mille) parts sociales privilégiées de Classe D (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe D»), 22.000 (vingt-deux mille) parts sociales privilégiées de Classe E (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe E»), représentant un total de 122.500 (cent vingt-deux mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Privilégiées sont désignées ci-après une «part sociale» ou les «parts sociales».

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi. Dans ce contexte, les Articles 200-1 et 200-2, entre autres, s'appliqueront, chaque décision de l'Associé Unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui devant être établis par écrit.

8.2 - Rachat.

8.2.1 - Le capital social de la Société pourra être réduit par l'annulation de Parts Sociales, à condition qu'une telle annulation ait trait à l'intégralité d'une ou plusieurs classes de Parts Sociales Privilégiées par le biais du rachat et de l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette(ces) Classe(s). En cas de rachats et d'annulations de classes de Parts Sociales, de tels annulations et rachats de Parts Sociales seront faits dans l'ordre alphabétique inverse (commençant par les Parts Sociales Privilégiées de Classe E).

8.2.2 - Dans le cas d'une réduction du capital social par le biais du rachat et de l'annulation d'une ou plusieurs Classes de Parts Sociales Privilégiées, les détenteurs de Parts Sociales faisant partie des Classes de Parts Sociales rachetées et annulées percevront de la part de la Société un montant équivalent à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (telle que définie ci-dessous) pour chacune des Parts Sociales des Classes concernées qu'ils détiennent et qui ont été annulées.

8.2.3 - Chaque classe de Parts Sociales Privilégiées donne droit à ses détenteurs, au prorata des Parts Sociales qu'ils détiennent dans cette classe, dans le cas d'un rachat de cette classe, au Montant Disponible.

8.2.4 - Dans le cas du rachat d'une classe de Parts Sociales Privilégiées, les détenteurs de cette classe de Parts Sociales Privilégiées percevront le Montant d'Annulation par Part Sociale.

8.3.- Dividendes.

Les détenteurs de chaque Classe de Parts Sociales Privilégiées auront le droit, pendant l'existence de la Classe concernée de parts sociales, de percevoir un dividende préférentiel cumulatif annuel fixe, qui sera uniquement payable lors du rachat et de l'annulation de la Classe concernée de parts sociales ou au moment de la liquidation de la Société, comme suit:

Parts privilégiées de Classe A: zéro virgule dix pourcent (0,10 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe A qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe B: zéro virgule quinze pourcent (0,15 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe B qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe C: zéro virgule vingt pourcent (0,20 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe C qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe D: zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe D qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe E: le solde de toute distribution de dividende.

Si toute la dernière Classe de Parts Sociales Privilégiées restante (par ordre alphabétique, par exemple, Parts Sociales Privilégiées de Classe E) a été annulée suite à un rachat ou autrement au moment de la distribution, le solde de toute distribution de dividendes sera alors alloué à l'avant-dernière Classe de Parts Sociales Privilégiées restante dans l'ordre alphabétique inverse (par exemple, Parts Sociales Privilégiées de Classe D)

8.4 - Prime d'émission.

Toute prime d'émission disponible est distribuable aux associés en proportion de leur détention de Parts Sociales.

8.5 - Modification du capital social.

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 15 des Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

8.6 - Cession, Acquisition, et Souscription des Parts Sociales.

Tout cessionnaire, nouveau souscripteur, acquéreur ou associé doit, à tout moment, acquérir, souscrire ou d'une quelconque manière détenir des Parts Sociales dans toutes les classes de Parts Sociales sans exception. Par conséquent, aucun cessionnaire, nouveau souscripteur, acquéreur ou associé de Parts Sociales ne peut détenir des Parts Sociales dans une ou plusieurs classes de Parts Sociales sans détenir la même proportion de Parts Sociales dans toutes les classes de Parts Sociales existantes.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 189 de la Loi ou des stipulations d'une convention qui pourrait être en vigueur entre les associés de la Société,

(i) les Parts Sociales sont librement transmissibles entre associés;

(ii) les Part Sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social sous la condition que chaque cédant doit, à la suite d'une telle cession, détenir la même proportion de Parts Sociales dans chaque classe de Parts Sociales détenue. Il est précisé qu'une vente de Parts Sociales, par un associé d'une certaine classe de Parts Sociales, déclenchera la vente de Parts Sociales, dans la même proportion, dans toutes les autres classes de Parts Sociales détenues.

8.7.- Droits de vote - Distributions.

Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique au moment de l'adoption des résolutions.

Sauf ce qui est prévu au présent article 8,

i. les Parts Sociales Ordinaires ont droit à un dividende cumulatif exclusif s'élevant à zéro point zéro un pour cent (0.01%) du profit annuel net de la Société (le «Dividende Ordinaire»);

ii. Chacune des Parts Sociales Privilégiées de Classe A, des Parts Sociales Privilégiées de Classe B, des Parts Sociales Privilégiées de Classe C, des Parts Sociales Privilégiées de Classe D, des Parts Sociales Privilégiées de Classe E ont le droit de se partager, sur une base proratisée, tout profit résiduel restant dans la Société, après le paiement ou la mise en provision du Dividende Ordinaire.

8.8 - Indivisibilité des Parts Sociales.

Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Part Sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente à l'égard de la Société.

8.9 - Définitions.

Montant Disponible: signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés le cas échéant), dans la mesure où les associés auraient eu droit à une distribution de dividendes conformément aux statuts, augmentés de (i) toutes réserves librement distribuables (y inclus les réserves pour prime d'émission), et (ii) le cas échéant, le montant de la réduction de capital et de la réduction de la réserve légales relatives à la Classe de Parts Sociales devant être rachetée/annulée mais moins (i) toutes pertes (y incluses les pertes reportées le cas échéant) et (ii) toutes sommes devant être placées en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts, à chaque fois déterminées sur base des Comptes Intérimaires (sans double prise en compte), de sorte que:

Le Montant Disponible devra par conséquent être calculé en tenant compte de la formule suivante:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + R)$$

Dans laquelle:

AA = Montant Disponible

NP = Bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés le cas échéant)

P = toutes réserves distribuables (y inclus les réserves de prime d'émission)

CR = le montant de la réduction du capital social et de la réserve légales relative à la Classe de Parts Sociales à annuler

L = Pertes (y compris les pertes reportées le cas échéant)

LR = Toutes les sommes placées en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts

Montant Disponible par Part Sociale: signifie, par rapport à une Classe de Parts, le Montant Disponible divisée par le nombre de Parts Sociales Privilégiées émises dans la Classe devant être rachetée et annulée.

Montant d'Annulation par Part Sociale: sera calculé en divisant le Montant d'Annulation Total, pour la Classe de Parts Sociales à racheter et à annuler, par le nombre total de Parts Sociales émises dans cette classe de Parts Sociales.

Comptes Intérimaires: signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée

Date des Comptes Intérimaires: signifie la date ne précédant pas de plus de huit (8) jours la date de rachat et d'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées concernée.

Le montant d'Annulation Total: signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée générale sur la base des Comptes Intérimaires concernés. Le Montant d'Annulation Total sera inférieur ou égal à l'entière du Montant Disponible au moment de l'annulation de la Classe concernée de Parts Sociales, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par l'Assemblée générale statuant de la manière prévue pour une modification des Statuts, sous réserve toutefois que le Montant d'Annulation Total ne sera jamais plus élevé que le Montant Disponible.

8.10.- Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance seront de plus autorisés et habilités à émettre des obligations convertibles ou non, ou des instruments assimilés ou des obligations avec droits de souscription ou d'émettre tous instruments financiers convertibles ou non, en Parts Sociales à des conditions établies par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, pour autant cependant que ces obligations ou instruments ne soient pas émis au public et que, dans le cas d'obligations convertibles ou instruments assimilés, au moment de la conversion, l'article 189 de la Loi soit respecté. Lesdits instruments ne pourront cependant être émis aux associés qu'en proportion de leur détention de Parts Sociales juste avant une telle émission.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille cinq cents euros (2.500,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 9.30 heures.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. DESSOY, V. PETIT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 23 juillet 2015. Relation: DAC/2015/12358. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015125847/503.

(150137618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

FSS - Financial Services Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 1, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 198.755.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Cyril LEJEUNE, né le 7 mars 1972 à Boulogne-Billancourt et domicilié au 15, rue Jean Mermoz, 75008 Paris, France,

ici représenté par Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 2 juillet 2015.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La Société pourra fournir directement ou indirectement des services d'intermédiaire de commerce, d'apporteur d'affaires, d'intermédiation, de mise en relation et prendre toute mesure ainsi que réaliser toute opération qui lui semble utile à la réalisation et au développement de son objet social.

À ce titre, la Société n'exercera en aucune manière une activité professionnelle du secteur financier conformément à la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée de temps à autres (la "Loi de 1993"). Au cas où la Société envisagerait d'exercer une activité tombant sous le champ d'application de la Loi de 1993 ou de la directive sur les gestionnaires de fonds alternatifs, une demande d'agrément sera préalablement introduite à la Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") en vue de l'exercice d'une telle activité.

Dans le cadre de l'exercice de son activité, la Société ne donnera aucun conseil économique tel que soumis à la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. La Société peut, de temps en temps, emprunter sous toute forme (par voie de placement privé uniquement), et retirer, faire, accepter, endosser, signer et procéder à l'émission d'effets de commerce, lettres de change, bons de souscription, d'obligations, de certificats de créance ou tout autre instrument négociable ou non négociable et reconnaissances de dettes.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière, mobilière et/ou immobilière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: "FSS - Financial Services Solutions S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant la totalité du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des dispositions de l'article 6, le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec les dispositions de l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants sont révocables ad nutum.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Les gérants peuvent émettre leur vote par écrit, lettre, télégramme, télécopie, e-mail, ainsi que par téléconférence. Si les décisions sont prises par téléconférence ou e-mail, un procès-verbal sera dressé et signé par tous les gérants qui y ont participé. Les résolutions par écrit approuvées et signées par tous les gérants auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut également prendre ses décisions par voie circulaire.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants auront tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Le gérant, ou en cas de pluralité des gérants, le conseil de gérance peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité des gérants, le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

La Société sera engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Art. 13. Le gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, avec effet au 31 décembre, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse l'inventaire, le bilan et le compte de pertes et profits conformément à la Loi.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire, du bilan et du compte de pertes et profits au siège social de la Société.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance;
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice;
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes;
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Art. 19. Toutes les matières non régies par les présents Statuts seront soumises aux dispositions de la Loi, telle qu'elle a été ou sera modifiée en temps opportun.

Disposition transitoire

La première année sociale commence ce jour et se terminera le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

A la constitution, toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites par l'associé unique et libérées par un versement en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve désormais à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié auprès du notaire soussigné.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution sont évalués à environ mille deux cent cinquante euros (1.250 EUR).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associé a pris les résolutions suivantes:

- 1) Monsieur Cyril LEJEUNE, préqualifié, est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée.
- 2) Le siège social de la Société est fixé au 1, rue Bender, L-1229 Luxembourg

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Zianveni et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 21 juillet 2015. 2LAC/2015/16524. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur ff. (signé): Yvette Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127360/144.

(150136474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

AEREF IV Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 198.836.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen on the twenty-third day of July.

Before us Maître Edouard Delosch notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1. Ares European Real Estate Fund IV L.P., a limited partnership existing under the laws of Delaware, with registered office at 2711, Centerville Road, Suite 400, Wilmington, DE 19808, United States, registered with the Trade Register of Delaware under number 5362677,

here represented by Sabrina BENAMMAR, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, and

2. Ares European Real Estate Fund IV (Euro), L.P., a limited partnership existing under the laws of England and Wales, with registered office at 3rd Floor, 1 Knightsbridge, SW1X 7LX London, United Kingdom, registered with the Companies Register of England and Wales under the number LP16059

here represented by Sabrina BENAMMAR, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name AEREF IV Master S.à r.l (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies or other bodies (including without limitation partnerships) and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies or other bodies (including without limitation partnerships) in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies or other bodies (including without limitation partnerships) as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies or other bodies (including without limitation partnerships), the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the

surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. Quorum and vote.

9.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

9.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 10. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 11. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 12. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

12.1 The Company is managed by the board of managers composed of one (1) or more managers which need not be shareholders of the Company. The board of managers operates as a collective body in charge of the Company's management.

12.2 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 13. Appointment, removal and term of office of managers.

13.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

13.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 14. Convening meetings of the board of managers.

14.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg.

14.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

14.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 15. Conduct of meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

15.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

15.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

15.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

15.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

15.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall have a casting vote.

15.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 16. Dealing with third parties. The Company shall be bound in all circumstances by the individual signature of the sole manager, or in the case of plurality of managers, by the individual signature of any member of the board of managers, or by the joint or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 17. Auditor(s).

17.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

17.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

17.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

17.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

17.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 18. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 19. Annual accounts and allocation of profits.

19.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

19.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

19.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

19.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

19.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

19.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 20. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

20.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

20.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 21. Liquidation.

21.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 22. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

Ten thousand nine hundred twenty four (10,924) shares issued have been subscribed by Ares European Real Estate Fund IV L.P. aforementioned, for the price of ten thousand nine hundred twenty four euros (EUR 10,924).

One thousand five hundred seventy six (1,576) shares issued have been subscribed by Ares European Real Estate Fund IV (Euro) L.P. aforementioned, for the price of one thousand five hundred seventy six euros (EUR 1,576).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 43, avenue John F Kennedy, L-1855 Luxembourg
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:
 - (i) Anne Delord, born in Paris, France on 22 February 1974, professionally residing at 43 avenue John F Kennedy, L-1855 Luxembourg; and
 - (ii) Alan Botfield, born on 22 December 1970 in Stirling, United Kingdom, professionally residing at 51 Avenue J F Kennedy, L1855 Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a[French translation; at the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour du mois de juillet.

Par-devant nous, Maître Edouard DELSOCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Ares European Real Estate Fund IV L.P., une société constituée et existante selon les lois du Delaware sous le numéro 5362677, dont le siège social est établi au 2711, Centerville Road, Suite 400, Wilmington, DE 19808, Etats-Unis,

ici représentée par Sabrina BENAMMAR, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, et

2. Ares European Real Estate Fund IV (Euro) L.P., une société constituée et existante selon les lois d'Angleterre et du pays de Galles sous le numéro LP16059, dont le siège social est établi au 3rd Floor, 1 Knightsbridge, SW1X 7LX Londres, Royaume-Uni,

ici représentée par Sabrina BENAMMAR, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «AEREF IV Master S.à r.l» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans d'autres entités (y compris notamment des partenariats) et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés ou d'autres entités (y compris notamment des partenariats) dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés ou d'autres entités (y compris notamment des partenariats) que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société a, en outre, pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères ou d'autres entités (y compris notamment des partenariats), dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

2.5 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants représentant les trois quarts des droits des survivants. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Quorum et vote.

9.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

9.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 10. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 11. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 12. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

12.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'un (1) ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés de la Société. Le conseil de gérance fonctionne comme un organe collégial chargé de la gestion de la Société.

12.2 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

13.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat.

13.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 14. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

14.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

14.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

14.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 15. Conduite des réunions du conseil de gérance.

15.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

15.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

15.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

15.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

15.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

15.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, dispose d'une voix prépondérante.

15.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 16. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle d'un des membres du conseil de gérance, ou par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et surveillance

Art. 17. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

17.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

17.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

17.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

17.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

17.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 18. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 19. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

19.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

19.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

19.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

19.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

19.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

19.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 20. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

20.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

20.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 21. Liquidation.

21.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 22. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les dix mille neuf cent vingt-quatre (10.924) parts sociales émises ont été souscrites par Ares European Real Estate Fund IV L.P. susmentionnée, pour un prix de dix mille neuf cent vingt-quatre euros (EUR 10,924).

Les mille cinq cent soixante-seize (1,576) parts sociales émises ont été souscrites par Ares European Real Estate Fund IV (Euro), L.P. susmentionnée, pour un prix de mille cinq cent soixante-seize euros (EUR 1,576).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est entièrement affecté au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Résolutions des associés

Les associés fondateurs, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, ont adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 43 avenue John F Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

(i) Anne Delord née à Paris, France, le 22 février 1974, résidant professionnellement au 43 avenue John F Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

(ii) Alan Botfield, né à Stirling, Royaume-Uni, le 22 décembre 1970 résidant professionnellement au 51 Avenue J F Kennedy, L1855 Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande de la comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. BENAMMAR, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 27 juillet 2015. Relation: DAC/2015/12471. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015125860/478.

(150138444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Alpha Genesis Investment Fund, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 198.838.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twentieth day of July.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mrs Jil Lanners, professionally residing in Luxembourg acting by virtue of the power given on 28 April 2015 following the decision of the shareholders collectively holding 100% of the voting shares dated 28 April 2015 (the "Decision") of Genesis Allocation Fixed Income Fund Ltd, a company incorporated in the British Virgin Islands on 1 September 2010 as a BVI Business Company and having its registered office at 160 Main Street, P.O. Box 3410, Road Town, Tortola, British Virgin Islands (the "Company").

The appearing party requested the notary to state that:

I. The Company was incorporated in the British Virgin Islands on 1 September 2010 as a BVI Business Company.

II. By the Decision, the shareholders collectively holding 100% of the voting shares of the Company resolved to transfer the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg and, as a consequence, to submit the Company to Luxembourg laws without interruption of its legal personality. The sole voting shareholder also resolved to amend the articles of incorporation of the Company in the form as stated sub IV. The minutes of the aforesaid Decision, together with the special report, the conclusion of which is that the Company's capital exceeds the equivalent of EUR 1,250,000, drawn up by Ernst & Young, in the course of the transfer of the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The shareholders collectively holding 100% of the voting shares further resolved to change the name of the Company into "Alpha Genesis Investment Fund".

IV. The articles of incorporation of the Company are as follows:

Title I. - Name - Registered Office - Duration - Object

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "Alpha Genesis Investment Fund" (the "Company").

Art. 2. Registered office. The Company's registered office is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Company's board of directors (the "Board of Directors") may transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg. The Company may establish by simple resolution of the Board of Directors any branches, subsidiaries or offices within the Grand Duchy of Luxembourg as well as abroad.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary events of force majeure have occurred or are imminent, that are likely to interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of

communication between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall have no effect whatsoever on the nationality of the Company which notwithstanding this temporary transfer of its registered office will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an indefinite period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles") as prescribed in Article 26.

Art. 4. Object. The exclusive object of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities, money market instruments and other permitted assets to an undertaking for collective investment under Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the benefit of the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law.

The Company qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS").

Title II. - Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital - Share classes. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 11 hereof.

Such shares may, as the board of directors of the Company (the "Board of Directors") shall determine, be of different compartments of the Company (the "Compartments" and each a "Compartment") corresponding to separate portfolios of assets (which may, as the Board of Directors shall determine, be denominated in different currencies) and the proceeds of the issue of shares of each Compartment shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities, money market instruments and other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or other permitted assets, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Compartment.

The Company is incorporated with multiple Compartments as provided for by the Law. The assets of a specific Compartment are exclusively available to satisfy the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or the liquidation of that Compartment.

Shares issued within each Compartment may be of one or more different classes of shares ("Share Classes" or "Share Class") the issue proceeds of which will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Compartment concerned but which may differ, among other things, in respect of their charge structure, distribution policy or other specific feature as the Board of Directors may decide. Any reference herein to "Compartment" shall also mean a reference to "Share Class" unless the context requires otherwise.

In order to determine the Company's capital, the net assets pertaining to each share class, if not stated in the reference currency, shall be converted into the reference currency and the capital shall be equal to the total net assets of all share classes. The minimum capital is the minimum capital required by law.

Art. 6. Form of the Shares. The Company shall issue only registered shares. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the Share Price as set forth in Article 7 hereof. The subscriber will, upon acceptance of the subscription and receipt of the Share Price, receive title to the shares purchased by him and obtain a confirmation of shareholding.

Payments of dividends will be made to registered shareholders in accordance with such instructions.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders (the "Register of Shareholders"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number, Share Class and the Compartment of which the shares are held by him. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders without payment of any fee and no fee shall be charged by the Company for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon receipt by the Company of instruments of transfer satisfactory to the Company.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders free of charge. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such shareholder does not provide such address or that such address is incorrect or becomes invalid, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company

at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time. The shareholder shall be responsible for ensuring that its details, including its address, for the register of shareholders are kept up to date and shall bear any and all responsibility should any details be incorrect or invalid.

If a conversion or a payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

The Company will recognise only one (1) holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership of shares the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one (1) person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. Issuance of Shares. The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid shares of any Share Class at any time in accordance with Article 7 hereof at the Share Price or at the respective Share Prices per share determined in accordance with Article 11 hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any director of the Company (a "Director") or to any officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new shares, remaining always within the provisions of the Law.

Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the Share Price for the relevant Share Class of the relevant Compartment and, if applicable, increased by any charge, commission or dilution levy as described in the Company's sales documents. The price per share will be rounded upwards or downwards as the Board of Directors may resolve. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Directors and disclosed in the Company's sales documents after the date on which the application was accepted.

The Share Price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws and regulations, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind (if legally required), be paid by contributing to the Company securities or other eligible assets acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company. The costs for such subscription in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the shareholder requesting the subscription in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the subscription in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case these costs will be borne fully or partially by the Company.

Art. 8. Redemptions. As more especially prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company provided that:

(i) in the case of a request for redemption of part of his shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of shares of any one Compartment with an aggregate Net Asset Value of less than such amount or number of shares as the Board of Directors may determine from time to time, redeem all the remaining shares held by such shareholder; and

(ii) the Company may limit the total number of shares of any Compartment which may be redeemed (including switches) on a Valuation Day to a number representing 10% of the total net assets of a Compartment of the Company or such percentage if the net assets of a specific Compartment, as determined by the Board of Directors and disclosed in the Company's prospectus (the "Prospectus").

In case of deferral of redemption the relevant shares shall be redeemed at the Share Price based on the Net Asset Value per share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or any other charge as foreseen by the sales documents of the Company. Redemption requests that have not been dealt with in case of such deferral will be given priority as if the request had been made for the next following Valuation Day or dates until completion of full treatment of the original request, subject always to the limit set out under (ii) above.

The redemption proceeds shall normally be paid within seven days which are business days in Luxembourg following the date on which the applicable Share Price was determined and shall be based on the Share Price for the relevant Share Class of the relevant Compartment as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or any other charge as foreseen by the sales documents of the Company. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Share Class of a given Compartment being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

With the consent of or upon request of the shareholder(s) concerned, the Board of Directors may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming

shareholders investments from the portfolio in value equal to the Share Price attributable to the shares to be redeemed as described in the Company's sales documents. Such redemption will, if required by law, regulation, or the Board of Directors, be subject to a special audit report confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board of Directors will have determined to be transferred in counterpart of the redeemed shares. The costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the redemption in kind is in the interest or made to protect the interests of the Company. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant Compartment or of the Company.

Any such request must be filed or confirmed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for the redemption of shares. Proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption proceeds may be paid.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 9. Switching of Shares. Any shareholder may in principle request switching of the whole or part of his shares of one Share Class into another Share Class based on a switching formula and under the conditions as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the Company's sales documents provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, the availability of a Share Class for switching, frequency of switching, and may make switching subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the Company's sales documents.

Art. 10. Restrictions on the Holding of Shares. The Board of Directors shall have power to impose or relax such restrictions on any Compartment or Share Class (other than any restrictions on transfer of shares) (but not necessarily on all Share Classes within the same Compartment) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company or no shares of any Compartment in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation (including for the avoidance of doubt, under the Foreign Account Tax Compliance Act "FATCA" regulations) or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirement of any country or authority (each of the persons under (a) and (b) being hereafter referred to as "Prohibited Person" or collectively, as "Prohibited Persons").

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any Prohibited Person, including for the avoidance of doubt and without limitation, any "U.S. person", as defined hereafter. For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person;

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person; and

(c) where it appears to the Company that any person, who is a Prohibited Person, is a beneficial or registered owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the Redemption Price (as hereinafter defined) in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held by him shall be cancelled;

(2) the price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the Share Price of shares of the relevant Share Class in the given Compartment, determined in accordance with Article 11 hereof, less any redemption charge payable in respect thereof and/or any applicable dilution levy and/or less any applicable contingent deferred charge as disclosed in the sales documents of the Company.

(3) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Share Class in the given Compartment and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid; or

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership

of any share was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall include a national or resident of the United States of America or any of its states, territories, possessions or areas subject to its jurisdiction (the "United States") and any partnership, corporation or other entity organised or created under the laws of the United States or any political subdivision thereof. The Board of Directors may further clarify the term "U.S. Person" in the sales documents of the Company.

In addition to the foregoing, the Board of Directors may restrict the issue and transfer of shares of a Compartment/Share Class to institutional investors within the meaning of the Law ("Institutional Investor(s)"). The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a Share Class or Compartment restricted to Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a Share Class/Compartment reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board of Directors will convert the relevant shares into shares of a Share Class/Compartment which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Share Class/Compartment with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a Share Class/Compartment restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a Share Class/Compartment restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders of the relevant Share Class/Compartment and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 11. Calculation of the Net Asset Value of the Shares. The Net Asset Value and the Share Price in the Company shall be determined as to the shares of each Share Class of each Compartment by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly or, subject to regulatory approval, no less than once a month, as the Board of Directors by regulation may determine (every such day or time for determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day"), but so that no day observed as a holiday by banks in Luxembourg shall be a Valuation Day.

The Net Asset Value of shares of each Share Class in each Compartment in the Company shall be expressed in the relevant reference currency of the Compartment (or Share Class) concerned or in such other currency as the Board of Directors shall in exceptional circumstances determine as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Compartment corresponding to such Share Class, being the value of the assets of such Compartment attributable to such Share Class less its liabilities attributable to such Share Class by the number of shares then in issue of the relevant Share Class.

The share price (the "Share Price") of a share of any Share Class in each Compartment shall be expressed in the currency of expression of the relevant Compartment or in such other currency as the Board of Directors shall in exceptional circumstances temporarily determine as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day to be equal to the Net Asset Value of that Share Class on that day, adjusted to reflect any dealing charges or other charges as disclosed in the sales documents of the Company as well as any fiscal charges which the Board of Directors feels it is appropriate to take into account in respect of that Share Class, divided by the number of shares of that Share Class then in issue or deemed to be in issue and by rounding the total to the nearest second decimal or such other figure as the Board of Directors may determine from time to time. The Board of Directors may also apply a dilution adjustment as disclosed in the sales documents of the Company.

The Board of Directors may resolve to operate equalisation arrangements in relation to the Company.

The valuation of the Net Asset Value for the various Share Classes shall be performed as follows:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- (c) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, units/shares in undertakings for collective investment, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;
- (d) all stocks, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- (e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such securities;
- (f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and
- (g) all other permitted assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of these assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) the value of securities and/or financial derivative instruments which are listed on any official stock exchange or traded on any other organised market at the [last available price]. Where such securities or other assets are quoted or dealt in or on more than one stock exchange or other organised markets, the Board of Directors shall select the principal of such stock exchanges or markets for such purposes;

(3) in the event that any of the securities held in the Company's portfolio on the relevant day are not listed on any stock exchange or traded on any organised market or if with respect to securities listed on any stock exchange or traded on any other organised market, the price as determined pursuant to subparagraph (2) is not, in the opinion of the Board of Directors, representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined prudently and in good faith based on the reasonably foreseeable sales prices or any other appropriate valuation principles;

(4) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and verified by a competent professional appointed by the Company;

(5) units or shares in underlying open-ended investment compartments shall be valued at their last available net asset value reduced by any applicable charges; and

(6) in the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Board of Directors may adjust the value of any investment or permit some other method of valuation to be used for the assets of the Company if it considers that the circumstances justify that such adjustment or other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of such investments

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued or payable administrative expenses (including management fee, custodian fee and corporate agents' insurance premiums fee for and any other fees payable to representatives and agents of the Company), as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and prospectus printing, financial reports and other documents made available to shareholders;

(c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the Board of Directors; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to shares in the relevant Compartment toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

Such other liabilities may include, without limitation, expenses for establishment and subsequent amendment of these Articles, printing expenses, fees payable to managers and investment advisors, including fees tied to performance, expenses and fees payable to accountants, to the depository and its correspondents, to the management company, domiciliation agents, administrative agents, registrar and transfer agents, listing agent, all paying agents, to the distributors and to the permanent representatives in the places where the Company is subject to registration, as well as to any other employee or agent of the Company, Directors' compensation as well as any expenses reasonably incurred by the Directors, insurance expenses and reasonable travel expenses related to board of directors' meetings, expenses incurred in connection with legal assistance and the review of the Company's annual accounts, expenses for statements for registration with the government authorities and securities exchanges of the Grand Duchy of Luxembourg or foreign government authorities and securities exchanges, advertising expenses, including expenses for promotion, preparation, printing and distribution of the prospectuses and periodic reports, expenses for reports to the shareholders, translation expenses for these documents into each language deemed useful, all taxes and fees imposed by government authorities and securities exchanges and all similar expenses, expenses for publication of issue, redemption, and conversion prices, as well as all other operating expenses, interest, financing, bank or brokerage expenses incurred upon the purchase or sale of assets or otherwise, and postage, telephone and telex expenses.

C. The Directors shall establish a portfolio of assets for each Compartment in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of each Share Class of such Compartment shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Compartment, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Compartment or Share Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Compartment or Share Class, such liability shall be allocated to the relevant Compartment or Share Class;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Compartment or Share Class, such asset or liability shall be allocated to all the Share Classes pro rata to the net asset values of each portfolio; provided that all liabilities, attributable to a Compartment or Share Class shall be binding on that Compartment or Share Class; and

(e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Compartment or Share Class, the Net Asset Value of such Compartment or Share Class shall be reduced by the amount of such dividends.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets of any Compartment expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value of the relevant Compartment is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Compartment;

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable; and

(e) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to shareholders and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

E. The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more Compartments (hereafter referred to as "Participating Compartments") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Compartments. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The Board of Directors may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Compartment, up to the amount of the participation of the Participating Compartment concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. The contribution of a Participating Compartment in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board of Directors shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the Board of Directors considers appropriate, and shall allocate to each Participating Compartment units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated as further disclosed in the sales documents of the Company, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

3. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Compartment concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board of Directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned. In the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

4. The net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article 11 herein, provided that the value of the assets contributed to, withdrawn from or forming part of the Enlarged Asset Pool shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

5. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will immediately be credited to the Participating Compartments, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

Art. 12. Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value. The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and the Share Price of any Share Class in any Compartment and the issue, switching and redemption of the shares in such Compartment:

(a) during any period when any market or stock exchange, on which a material part of the investments of the relevant Compartment for the time being is quoted, is closed, or during which dealings are substantially restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Compartment would be impracticable;

(c) during any breakdown or restriction in the use of the means of communication normally employed to determine the price or value of any of the investments attributable to such Compartment or the current prices or values of any stock exchange;

(d) during any period when the Company is unable to repatriate Compartments for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of compartments involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Directors be effected at normal rates of exchange;

(e) during any period when in the opinion of the Board of Directors there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing with shares of any Compartment of the Company or any other circumstance where a failure to do so might result in the shareholders of the Company, a Compartment or a Share Class incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the shareholders of the Company, a Compartment or a Share Class might not otherwise have suffered;

(f) in the event of the publication (i) of the convening notice to a general meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or a Compartment is to be proposed, or of the decision of the Board of Directors to wind up one or more Compartments, or (ii) to the extent that such a suspension is justified for the protection of the shareholders, of the notice of the general meeting of shareholders at which the merger of the Company or a Compartment is to be proposed, or of the decision of the Board of Directors to merge one or more Compartments;

(g) in the case of a suspension of the calculation of the net asset value of one or several funds in which a Compartment has invested a substantial portion of assets;

Any such suspension of the determination of the Net Asset Value shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or switching of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption as specified in Article 8 hereof. The Board of Directors may also make public such suspension in such a manner as it deems appropriate. Furthermore, such suspension as to any Compartment or Share Class, as the case may be, will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, and, if applicable, the issue, redemption and switching price of the shares of any other Compartment or Share Class, as the case may be.

Title III. - Administration and Oversight

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced or an additional director appointed at any time by a resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 14. Board of Directors' Meetings. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may appoint one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the Board of Directors, but failing a chairman or in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of these circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by email or other means capable of evidencing such consent of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy in writing or by telefax or email or any other means capable of evidencing such proxy. Directors may also cast their vote in writing or by telefax, email or other means capable of evidencing such vote.

Any Director may also participate at any meeting of the Board of Directors by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director. Such means must allow the Director(s) to participate effectively at such meeting of the Board of Directors. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by a resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the board. The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 15. Investment Powers of the Board of Directors. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have the power to determine the corporate and investment policy for the investments for each Compartment, the currency of denomination of each Compartment and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board of Directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part I of the Law.

The Board of Directors may decide that investment of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a member state of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Oceania (including Australia), the American continents and Africa, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue, as well as (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board of Directors may decide to invest up to one hundred per cent of the net assets of each Compartment of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any member state of the European Union, its local authorities, a non-member state of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to OECD member state, Singapore, or any member state of the G20), or public international bodies of which one or more of such member states are members, provided that in the case where the Company decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Compartment concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of the total net assets of such Compartment.

The Board of Directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Company.

The Board of Directors may decide that investments of a Compartment of the Company be made so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in any appropriate manner.

The Company will not invest more than 10% of the net assets of any Compartment in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) (e) of the Law except if otherwise provided in the Company's sales documents in relation to a given Compartment.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Compartments on a pooled basis, as described in Article 11 above and where it is appropriate, with regard to their respective investment sectors.

When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units/shares at the request of unitholders/shareholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law do not apply.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any Compartment qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Compartment into a feeder UCITS or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Compartments.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Compartment may, to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, invest in one or more Compartments. The relevant legal provisions on the computation of the net asset value will be applied accordingly.

In this case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Compartment concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Compartment, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

Art. 16. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such an affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, conflicting with that of the Company such Director or officer shall make known to the Board of Directors his personal interest and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board of Directors or by the single Director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving a member of the Genesis group of companies or any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors provided such a "personal interest" is not considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 17. Indemnification of the Directors. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which such Director or officer of the Company may be entitled.

Art. 18. Approved statutory auditor. The general meeting of shareholders shall appoint an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) who shall carry out the duties prescribed by the Law.

Title IV. - General Shareholders' Meetings - Financial Year -Distributions

Art. 19. Powers. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Compartment of which shares are held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 20. General Shareholder's Meetings. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or any other location in Luxembourg specified in the convening notice, on the third Wednesday in May at 11 am or, if that day is not a bank business day in Luxembourg in which case the meeting shall be held on the first bank business day in Luxembourg thereafter. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of shareholders may be held at such place, date and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Compartment or Share Class and regardless of the Net Asset Value per share of the Compartment or Share Class is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles or by law. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by telefax message. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders of the Company or at a Share Class or Compartment meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Where there is more than one Share Class or Compartment and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by shareholders of such Share Class or Compartment in accordance with the quorum and majority requirements provided for by this article.

Two or more Compartments or Share Classes may be treated as a single Compartment or Share Class if such Compartments or Share Classes would be affected in the same way by the proposals requiring the approval of holders of shares relating to the separate Compartment or Share Class.

Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent in accordance with Luxembourg law to each registered shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 21. Financial Year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall end on the 31st of December of the same year. The first financial year of the Company will end on 31 December 2015. The accounts of the Company shall be expressed in Euro or to the extent permitted by laws and regulations such other currency, as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Compartments as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts of such Compartments are not expressed in the reference currency, such accounts shall be converted into the reference currency and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 22. Distributions. The Shareholders shall in a special Share Class meeting upon proposal of the Board of Directors and within the limits provided by Luxembourg law determine how the results shall be disposed of and how other distributions shall be effected and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare distributions. The Directors may decide to issue, on such terms as the Directors shall determine in their discretion, within each Compartment and for each Share Class, shares on which income is either distributed ("distribution shares") or accumulated ("accumulation shares").

Distribution shares confer on their holders the right to receive dividends declared on the portion of the net assets of the Company attributable to the relevant Compartment and Share Class in accordance with the provisions below. Accumulation shares do not confer on their holders the right to dividends. The portion of the net assets of the Company attributable to accumulation shares of the relevant Share Class in accordance with the provisions below shall be retained in the relevant Share Class and increase the Net Asset Value of such Class.

The Directors shall for the purpose of the calculation of the Net Asset Value of the shares as provided in Article 11 operate within each Compartment and Share Class separate pools of assets corresponding to distribution shares and accumulation shares in such manner that at all times the portion of the total assets of the relevant Compartment and Share Class attributable to the distribution shares and accumulation shares respectively shall be equal to the portion of the total of distribution shares and accumulation shares respectively in the total number of shares of the relevant Compartment and Share Class.

Distributions may further, in respect of any Share Class, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Share Class and which, in such event, will in respect of such Share Class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the income attributable to such shares.

Distribution paid in cash will normally be paid in the currency in which the relevant Share Class is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

The Board of Directors may decide that dividends be automatically reinvested for any Compartment unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of such dividends. However, no dividends will be paid if their amount is below an amount to be decided by the Board of Directors from time to time and published in the sales documents of the Company. Such dividends will automatically be reinvested.

The Board of Directors may resolve to distribute stock dividends rather than cash dividends in accordance with the modalities and conditions determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may decide, at any time and for any Share Class and subject to any conditions of Luxembourg law, to pay interim dividends. The annual general meeting resolving on the approval of the annual accounts shall also ratify interim dividends resolved by the Directors. No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum required by law.

Art. 23. Management - Depositary. The Company may enter into an investment management agreement with one or more investment managers whereunder such investment managers will manage the Company's portfolio investments, advise the Company on and assist it with respect to such portfolio investments.

Alternatively, the Company may enter into a management services agreement with a management company authorised under Chapter 15 of the Law (the "Management Company") pursuant to which it designates such Management Company to supply the Company with investment management, administration and marketing services.

The Company shall enter into a custodian bank agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law (the "Custodian Bank"). All securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian Bank who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event that the Custodian Bank terminates the depositary bank agreement, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a company to act as custodian bank and upon doing so the Directors shall appoint such company to be custodian bank in place of the retiring Custodian Bank. The Directors may terminate the appointment of the Custodian Bank, but shall not remove the Custodian Bank unless and until a successor Custodian Bank shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 24. Dissolution of the Company. The Company may be dissolved at any time by decision of the general meeting of shareholders deciding with the same quorum and majority requirements as for the amendment of these Articles.

The question of the dissolution of the Company must also be submitted to the general meeting of shareholders if the share capital falls below two-thirds of the minimum share capital required by the Law; in this case, the general meeting shall deliberate with no quorum requirement and shall decide by a simple majority of the votes cast.

The question of the dissolution of the Company must also be submitted to the general meeting of shareholders if the share capital falls below one quarter of the minimum share capital required by the Law; in this case, the general meeting shall deliberate with no quorum requirement and the dissolution may be resolved by shareholders holding a quarter of the shares at the meeting.

Such general meeting of shareholders shall be convened so that it is held within 40 days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one quarter of the minimum share capital, as the case may be.

In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Share Class shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each Share Class of each Compartment in proportion to their holding of shares in such Share Class of such Compartment either in cash or, upon the prior consent of the shareholder, in kind. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process will be deposited for the persons entitled thereto with the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law. Amounts so deposited shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.

Art. 25. Merger and Liquidation of Compartments. Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any merger of a Compartment shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the Compartment concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by a simple majority of the votes cast. In case of a merger of a Compartment where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders which may be validly held without a quorum and the decision will be approved by a simple majority of the votes cast.

In case the Board of Directors deems it appropriate because of important changes in the economic or political situation affecting a Compartment, or if for any reason, the net assets of one or more Compartments has not reached or has fallen below an amount which the Board of Directors considers to be the minimum to guarantee an effective management of such Compartments, the Board of Directors may redeem all shares of the relevant Compartment at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs and closing of the relevant Compartment, but with no redemption charge.

The Board of Directors may also decide to convene a general shareholders' meeting for a Compartment for the purpose of deciding its dissolution. This general meeting will deliberate without any quorum requirement and the decision to dissolve the Compartment will be taken by a majority of the votes cast.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a Compartment will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 26. Liquidation, consolidation or split of Shares. The Board of Directors may decide to liquidate, consolidate or split a Share Class of any Compartment. Such decision will be published in accordance with applicable laws and regulations. The Board of Directors may also submit the question of the consolidation of a Share Class to a meeting of holders of such Share Class. Such meeting will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.

Art. 27. Split of Sub-Funds. The Board of Directors may decide the reorganisation of a Compartment, by means of a division into two or more Compartments. Such decision will be published in accordance with applicable laws and regulations. Such publication will normally be made one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving division into two or more Compartments becomes effective.

Art. 28. Amendments to the Articles. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Compartment or Share Class vis-à-vis those of any other Compartment or Share Class shall be subject to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant Compartment or Share Class.

Art. 28. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law.

V. As a consequence of the point II., the Company continues in the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has acquired the Luxembourg nationality and henceforth is subject to Luxembourg law excluding any other laws.

VI. The appearing person requested the notary to state the appointment of Ernst & Young S.A., to act as approved statutory auditor of the Company until the annual general meeting which will be held in 2016.

VII. As a consequence of point II., the appearing person requested the notary to record the following items:

- the registered office of the Company is set at 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- the following will serve as directors of the Company until the annual general meeting which will be held in 2016:
 - Mr Rodrigo da Cunha Rego, born on 3 August 1964 in Sao Paulo, Brazil, professionally residing at 355 Alhambra Circle, Suite 1550, Coral Gables, 33134, State of Florida, United States of America
 - Mr Ronaldo Lyrio, born on 18 November 1967 in Rio de Janeiro, Brazil, professionally residing at 355 Alhambra Circle, Suite 1550, Coral Gables, 33134, State of Florida, United States of America
 - Mr Patricio Diez Romero-Valdespino, born on 2 June 1959 in Jerez de la Frontera, Spain, professionally residing at 355 Alhambra Circle, Suite 1550, Coral Gables, 33134, State of Florida, United States of America
 - Mr Javier Valls Martinez, born on 25 June 1968 in Barcelona, Spain, professionally residing at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg
- The current accounting year has begun on 1 January 2015 and will terminate on 31st December 2015.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, in accordance with Article 26(2) of the Law.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: J. LANNERS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/23158. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015125825/729.

(150138420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Black & Decker Luxembourg Finance, Société en Commandite par Actions.**Capital social: EUR 45.000,00.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 113.377.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015125898/10.

(150137336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Bleone SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 51, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 148.787.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLEONE S.A.

Frédéric SEINCE

Référence de publication: 2015125940/11.

(150138646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Allgemeine Management Gesellschaft G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 10, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 145.584.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal des résolutions prises par les associés de la société Allgemeine Management Geseiischaf G.m.b.H. en date du 7 juillet 2015 que:

- Le gérant décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 24, rue Ignace de la Fontaine L-1532 Luxembourg au 10, rue des Capucins L-1313 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Pour extrait conforme

Pour mandat

Référence de publication: 2015125823/15.

(150138123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Aiqon Capital Holdings (Lux), Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 185.374.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 16 juillet 2015, a renouvelé les mandats des gérants, pour une durée indéterminée.

- Mr Richard HAWEL, directeur de sociétés, 8, rue Yolande, L-2761 Luxembourg, gérant de catégorie B.

- Mr Ibrahim HUSSAIN, 23rd Floor, Plaza See Hoy Chan, Jalan Raja Chulan, 50200 Kuala Lumpur, Malaisie, gérant de catégorie A.

Luxembourg, le 16 juillet 2015.

Pour AIQON CAPITAL HOLDINGS (LUX)

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015125817/17.

(150137605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.